



mardi 6 juin 2017

Les grands titres:

- A la Conférence sur les océans, les agences de l'ONU s'engagent à réduire les subventions à la pêche néfastes
- Au Conseil des droits de l'homme, Zeid condamne les exactions de Daech et alerte sur les violences en RDC
- La coopération entre Etats sur l'eau doit permettre son partage équitable et son utilisation durable, selon l'ONU
- L'aide consacrée à l'éducation est en baisse pour la sixième année consécutive, selon l'UNESCO
- L'OIT lance un appel en faveur d'une écologisation du monde du travail
- Des célébrités du monde du divertissement et du sport rejoignent la campagne 'Super Papas' de l'UNICEF
- Syrie : l'ONU tire la sonnette d'alarme sur le calvaire subi par les habitants de Raqqa frappée par les bombardements
- Liban et Jordanie : une sévère pénurie de fonds menace l'aide vitale aux familles de réfugiés syriens, selon le HCR
- Centrafrique : une experte de l'ONU en mission pour évaluer la situation critique des droits de l'homme
- L'acteur Adrian Grenier nommé Ambassadeur de l'ONU pour l'environnement
- Caraïbes : la Conférence sur les océans est un 'rêve devenu réalité' pour Trinité-et-Tobago

A la Conférence sur les océans, les agences de l'ONU s'engagent à réduire les subventions à la pêche néfastes



Des pêcheurs déchargent du thon au port de pêche industrielle d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Photo: FAO / Sia Kambou

6 juin - A la Conférence sur les océans qui se tient à New York, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont annoncé mardi s'engager pour un commerce durable des pêches.

« Le commerce et les politiques commerciales peuvent faciliter la transition vers des économies basées sur un océan durable en augmentant l'efficacité des ressources, en améliorant l'environnement, en renforçant l'intégration et en créant de nouvelles opportunités d'économies vertes » soulignent dans leur engagement volontaire les trois

agences onusiennes.



L'un des résultats de cet engagement inter-agences est l'élimination ou la réduction des subventions nuisibles aux pêches estimées à 35 milliards de dollars. La question est « compliquée et épineuse », reconnaissent les agences de l'ONU. « Pour la majorité des subventions à la pêche, il existe une forte corrélation avec la surcapacité et la surpêche ».

L'engagement implique possiblement de demander aux pays de fournir des informations sur les subventions qu'ils accordent et d'interdire celles qui contribuent à la surpêche, ainsi que d'accorder un traitement différencié aux pays en développement.

La Conférence sur les océans, qui se déroule jusqu'à vendredi, se concentre sur les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par les gouvernements en 2015. Parmi les Objectifs de développement durable (ODD), l'Objectif 14 souligne la nécessité de conserver et d'utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines pour le bénéfice des générations présentes et futures.

L'engagement fait dans le domaine de la pêche est l'un des quelque 850 engagements pris à la Conférence des océans à ce jour. Les engagements volontaires sont censés être pris individuellement ou en partenariat par les gouvernements, le système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres entités, en vue de soutenir l'ODD 14.

En plus de marquer des engagements volontaires, les participants à la conférence doivent également adopter, par consensus, un 'Appel à l'action' pour protéger les océans et les mers du monde.

Au Conseil des droits de l'homme, Zeid condamne les exactions de Daech et alerte sur les violences en RDC



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Photo: ONU / Jean-Marc Ferré

6 juin - A l'ouverture de la 35e session du Conseil des droits de l'homme à Genève, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a condamné mardi dans les termes les plus fermes les lâches attaques perpétrées par des entités terroristes dans le monde, notamment Daech et d'autres groupes affiliés.

« La brutalité de Daech et des autres groupes terroristes ne semble pas connaître de limites », a déclaré M. Zeid devant le Conseil, indiquant que le 1er juin, le groupe djihadiste a tué 163 personnes qui cherchaient à fuir l'ouest de la ville iraquienne de Mossoul.

Le Haut-Commissaire a souligné que le terrorisme doit être éradiqué par les gouvernements de manière intelligente en préservant les droits humains. « Pour toute personne injustement détenue, humiliée, abusée, torturée sous couvert de vagues lois antiterroristes, ce n'est pas cette seule personne qui est atteinte, mais toute sa famille », a dit M. Zeid.

« Envoyez ainsi une personne en prison et vous pourrez pousser six ou sept autres personnes dans les bras de ceux qui s'opposent au gouvernement, avec quelques-uns capables d'aller plus loin », a-t-il prévenu.

Devant le Conseil des droits de l'homme, M. Zeid a également soulevé la question du problème d'accès, incluant l'absence et la dimension sélective de la coopération de certains gouvernements avec les mécanismes de droits de l'homme et son bureau.

Par ailleurs, s'agissant de la République démocratique du Congo (RDC), le Haut-Commissaire a souligné que la situation déjà grave dans les provinces du Kasaï continuait de se détériorer.

Il a indiqué qu'il insisterait sur la création d'un mécanisme d'enquête internationale concernant les violences perpétrées dans ces provinces à moins qu'il ne reçoive avant le 8 juin une réponse appropriée de la part du gouvernement congolais concernant une enquête conjointe.

Déplorant les difficultés d'accès en RDC, le chef de droits de l'homme de l'ONU a annoncé l'envoi la semaine prochaine d'une équipe dans la région pour rencontrer les personnes qui ont fui les attaques.

La coopération entre Etats sur l'eau doit permettre son partage équitable et son utilisation durable, selon l'ONU



Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, s'adressant au Conseil de sécurité lors d'une réunion consacrée à la diplomatie préventive et aux eaux transfrontières. À sa droite, le président Evo Morales Ayma de Bolivie. Photo: ONU / Kim Haughton

6 juin - L'eau, la paix et la sécurité sont inextricablement liées, a déclaré mardi le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacré à la diplomatie préventive et aux eaux transfrontières.

La demande en eau douce devant augmenter de plus de 40 % d'ici le milieu du siècle, et le changement climatique ayant un impact croissant, M. Guterres a jugé la pénurie d'eau de plus en plus préoccupante.

D'ici 2050, au moins une personne sur quatre vivra dans un pays où le manque d'eau douce est chronique ou récurrent, s'est alarmé le Secrétaire général en relevant qu'on observe déjà, dans toutes les régions, une augmentation des tensions autour de l'accès à l'eau.

« Sans une gestion efficace de nos ressources en eau, nous risquons de voir s'intensifier les différends entre les communautés et les secteurs, et même les tensions entre les nations », a averti le chef de l'ONU lors de cette réunion du Conseil présidée par la Bolivie qui était représentée par son chef d'Etat, Evo Morales Ayma.

M. Guterres a expliqué que les trois quarts des États membres de l'ONU partagent des rivières ou des bassins fluviaux avec leurs voisins. Des bassins importants, comme ceux du Nil, de l'Indus, du Gange, de l'Euphrate-Tigre et du Mékong, sont d'une importance vitale pour l'économie, le commerce, la culture et les moyens de subsistance des communautés environnantes.

À l'heure actuelle, plus de 270 bassins fluviaux sont partagés au niveau international. Ils constituent la principale source d'eau douce pour environ 40 % de la population mondiale. C'est pourquoi « il est essentiel que les nations coopèrent pour s'assurer que l'eau soit partagée de façon équitable et utilisée de manière durable », a insisté M. Guterres.

Le Secrétaire général a en outre fait remarquer que l'eau s'était avérée être un catalyseur de la coopération entre les nations, « même celles qui ne sont pas en bons termes ». Il a cité à cet égard quelque 287 accords internationaux sur l'eau signés au cours de la deuxième moitié du XXème siècle.

Par exemple, en Amérique du Sud, le lac Titicaca, le plus grand lac d'eau douce du continent, a longtemps été une source de coopération entre la Bolivie et le Pérou. De même, le Traité sur les eaux de l'Indus de 1960 entre l'Inde et le Pakistan a survécu à trois guerres entre les deux pays.

Le Secrétaire général a également mentionné la Convention d'Albufeira, signée pendant qu'il était Premier ministre du Portugal, qui continue de promouvoir de bonnes relations sur la gestion de l'eau entre le Portugal et l'Espagne. Il a pu témoigner des difficultés rencontrées dans ces négociations, qui avaient finalement abouti grâce aux efforts de deux équipes restreintes arrivées à un compromis raisonnable. Il en a tiré la leçon qu'avec la volonté politique nécessaire, on peut arriver à des résultats qui bénéficient à tous.

En Europe, la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux a favorisé la collaboration et la résolution des conflits depuis 1992. En mars 2016, la Convention a été ouverte à tous les États membres de l'ONU, « ce qui offre la possibilité de créer un cadre mondial pour la diplomatie préventive s'agissant des questions des eaux transfrontières », a ajouté M. Guterres.

Le Secrétaire général a assuré que « les Nations Unies favorisent activement la médiation et le dialogue comme outils efficaces pour prévenir et résoudre les différends relatifs à l'eau et à d'autres ressources naturelles ».

Ainsi, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale collabore étroitement avec le Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral et d'autres partenaires pour renforcer les capacités en matière de

diplomatie de l'eau et moderniser le cadre juridique régional sur la gestion des ressources en eaux transfrontalières. M. Guterres a d'ailleurs annoncé son déplacement en mer d'Aral dans les prochains jours.

Il a rappelé qu'un plan d'action avait été élaboré l'an dernier par le Groupe de haut niveau sur l'eau, convoqué par l'ancien Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, et le Président de la Banque mondiale. Ce plan promeut une façon de développer et de gérer les ressources en eau qui soit globale, collaborative et accessible à tous, tout en améliorant les services liés à l'eau et à l'assainissement.

« Alors que nous travaillons à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, nous élargirons ces initiatives », a promis le Secrétaire général.

Cette réunion du Conseil de sécurité aura permis de souligner « comment l'eau est et devrait rester un motif de coopération et non de conflit », s'est-il félicité, avant d'appeler à s'engager et à investir dans la sécurité de l'eau pour assurer une paix et une sécurité durables pour toutes les communautés et les nations.

L'aide consacrée à l'éducation est en baisse pour la sixième année consécutive, selon l'UNESCO



Des enfants dans une école à Tombouctou, au Mali. Photo UNICEF

6 juin - Le montant de l'aide allouée à l'éducation est en baisse pour la sixième année consécutive, selon un nouveau document publié mardi par l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

D'après ce rapport intitulé 'L'aide à l'éducation stagne et ne va pas vers les pays qui en ont le plus besoin', le montant total de l'aide à l'éducation s'élève à 12 milliards de dollars, soit une baisse de 4% par rapport à 2010, alors que sur la même période, le montant total de l'aide au développement a progressé de 24%.

L'aide à l'éducation de base – qui comprend le soutien à l'enseignement pré-primaire et primaire ainsi que l'éducation des adultes et les programmes d'alphabétisation – atteint 5,2 milliards de dollars, contre 4,8 milliards en 2014. Ce montant reste néanmoins inférieur de 6% à ce qu'il était en 2010.

Dans le même temps, l'aide à l'enseignement secondaire s'élève à 2,2 milliards de dollars, soit 19% du montant total de l'aide consacrée à l'éducation.

« Le montant de l'aide demeure bien inférieur à ce qui serait nécessaire pour atteindre l'Objectif de développement durable 4, compromettant ainsi nos engagements », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, dans un communiqué de presse. « Il faudrait multiplier l'aide au moins par six pour atteindre nos objectifs communs en matière d'éducation, et faire en sorte qu'elle soit destinée aux pays qui en ont le plus besoin. Or, nous constatons qu'en matière d'éducation, les donateurs détournent leur attention des pays les plus pauvres ».

Les États-Unis et le Royaume-Uni restent les deux plus importants donateurs en faveur de l'éducation de base mais ont réduit leurs allocations de 11% et 9%, respectivement, en 2014-2015. La Norvège et l'Allemagne, quant à elles, ont augmenté leurs allocations en faveur de l'éducation de base de 50% et 34%, respectivement.

L'aide allouée n'est pas en adéquation avec les besoins. L'Afrique subsaharienne, qui abrite plus de la moitié des enfants non scolarisés dans le monde, reçoit désormais moins de la moitié de l'aide qu'elle recevait pour l'éducation de base en 2002. Cela représente 26% de l'aide totale en faveur de l'éducation de base, soit à peine plus que les 22% alloués à l'Afrique du Nord et à l'Asie occidentale, où 9% des enfants ne sont pas scolarisés.

Contrairement aux tendances observées en matière d'aide bilatérale à l'éducation, le Partenariat mondial pour l'éducation a consacré 77% de ses ressources à l'Afrique subsaharienne, dont 60% en faveur de pays touchés par l'instabilité et les conflits.

Le document donne des exemples précis, par pays, illustrant l'allocation ciblée des ressources par les donateurs. Il démontre que l'aide n'est pas allouée en fonction des taux de non-scolarisation, alors que cela permettrait de couvrir le coût de la réalisation de l'enseignement universel dans chacun des pays concernés.

Si l'aide humanitaire à l'éducation a atteint un niveau historiquement élevé, avec une hausse de 55% entre 2015 et 2016, elle ne représente encore que 2,7% du total de l'aide disponible, soit 48% du montant requis.

Le document met en avant trois grandes propositions pour que les donateurs se tournent à nouveau vers l'éducation :

1. La campagne de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation vise cette année à mobiliser 3,1 milliards de dollars pour la période 2018-2020, avec pour objectif de recueillir 2 milliards de dollars par an d'ici à 2020, soit quatre fois plus que le niveau de financement actuel.

2. Un mécanisme de financement international pour l'éducation, proposé par la Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde, permettrait de lever près de 10 milliards de dollars de fonds supplémentaires par an d'ici à 2020 pour que les banques de développement élargissent leur portefeuille dans le domaine de l'éducation et ciblent les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

3. Le fonds « L'éducation ne peut pas attendre » (Education Cannot Wait), établi en 2016, vise à mobiliser 3,85 milliards de dollars d'ici à 2020, ce qui transformerait la façon dont l'éducation est dispensée dans les situations d'urgence.

L'OIT lance un appel en faveur d'une écologisation du monde du travail



Le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder. Photo OIT/J.-P. Pouteau/Frédéric Crozet

6 juin - A l'ouverture de la 106e Conférence internationale du travail lundi à Genève, le Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Guy Ryder, a plaidé pour une écologisation du monde du travail qu'il juge indispensable.

« Aujourd'hui, l'Accord de Paris et les engagements nationaux pris dans ce cadre, ainsi que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, nous offrent une occasion unique de traduire le consensus tripartite que nous avons obtenu en actions à grande échelle, sur le terrain, avec les Etats membres », a déclaré M. Ryder dans son discours d'ouverture.

Selon lui, le rapport intitulé '[Travail et changement climatique : l'initiative verte](#)' met en évidence « l'immense potentiel de création d'emplois décents, de développement équilibré et de croissance soutenue qu'offre l'écologisation de la production ».

« Nous avons besoin de politiques adéquates pour que la transition se concrétise et soit juste », a dit M. Ryder. « Comme tout processus de changement dans le travail, cela exigera les efforts combinés des gouvernements, des employeurs et des travailleurs au travers du dialogue social ».

Le Directeur général a aussi rappelé que la gouvernance des migrations de main-d'œuvre était à la fois une responsabilité constitutionnelle de l'OIT et une priorité de l'agenda politique international, avec l'adoption d'un Pacte mondial avant l'Assemblée générale des Nations Unies l'an prochain. Cette année, une commission spéciale de la Conférence discutera des migrations de main-d'œuvre et des enjeux de gouvernance, et ses conclusions devraient enrichir les discussions aux Nations Unies.

« Mais nous avons besoin de chacun pour construire une gouvernance qui rende les migrations sûres, ordonnées et régulières, et nous avons la chance de pouvoir commencer ici, pendant cette Conférence », a-t-il ajouté.

Lors de la Conférence, un sommet de haut niveau sur le monde du travail abordera le 15 juin la situation des femmes sur le marché du travail.

La Conférence internationale du travail, qui va durer jusqu'au 16 juin, définit la politique générale de l'OIT et se réunit une fois par an à Genève. Ce 'parlement mondial du travail' rassemble plus de 5.000 délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs, en provenance des 187 Etats membres de l'OIT.

Des célébrités du monde du divertissement et du sport rejoignent la campagne 'Super Papas' de l'UNICEF



Marshall Mejia et son fils de quatre ans jouent dans l'eau lors d'une visite au bord de la mer, dans leur ville natale de Dangriga, sur la côte sud-est du Belize. Photo: UNICEF / UN035756 / LeMoyné

6 juin - Des stars du monde du divertissement et du sport, dont Mahershala Ali, David Beckham, les All Blacks, Daniel Cormier, Novak Djokovic, Lewis Hamilton, Hugh Jackman, Sachin Tendulkar, Thalia et Chris Weidman ont rejoint 'Super Papas', une nouvelle campagne du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) lancée mardi pour célébrer la paternité et le rôle des pères dans le développement et le bien-être des jeunes enfants.

Avec plus de 90 pays célébrant la Fête des pères ce mois-ci, cette campagne invite les familles à publier des photos et des vidéos sur ce que cela signifie d'être un 'Super Papa' en utilisant le hashtag #EarlyMomentsMatter sur leurs comptes Instagram et Twitter.

« En tant que père, j'ai vu de mes propres yeux l'impact que chaque sourire, chaque geste d'amour, et chaque action positive ont eu sur mon enfant pendant ces précieuses premières années de vie. Etre un parent n'est pas facile. Il y a de nombreux défis auxquels font face les pères à travers le monde. Cette campagne vise à soutenir et encourager les pères afin qu'ils puissent être les 'Super Papas' dont leurs enfants ont absolument besoin », a déclaré l'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF, Novak Djokovic.

Les vidéos et photos de célébrités seront accompagnées d'histoires de 'Super-Papas' du monde entier, y compris ceux qui font de leur mieux pour élever leurs enfants dans des circonstances extrêmement difficiles.

Le réfugié sud-soudanais Idro élève ainsi ses trois filles âgées de 2 mois, 3 ans et 13 ans dans le camp de réfugiés de Bidi Bidi en Ouganda. Idro a fui son pays déchiré par la guerre en juillet 2016 et fait tout son possible pour garder ses filles en bonne santé et en sécurité.

« Les premières années de la vie représentent une opportunité cruciale, une fois dans la vie, de façonner le développement du cerveau des enfants, et ce sont leurs parents qui ont le plus grand rôle dans ce processus », souligne Pia Britto, cheffe du développement de la petite enfance à l'UNICEF.

« Plus les pères, les mères et les autres membres de la famille donnent à leurs bébés et leurs jeunes enfants de l'amour, une bonne nutrition et une protection, plus grandes sont les chances de ces enfants d'être en bonne santé, d'être heureux et de développer leurs capacités d'apprentissage », ajoute-t-elle.

Quand les parents s'occupent de leurs enfants, en particulier pendant les 1.000 premiers jours, ils jettent les bases de leurs succès futurs. La recherche suggère que lorsque les enfants interagissent positivement avec leurs pères, ils ont une meilleure santé psychologique, une meilleure estime de soi et une plus grande satisfaction sur le long terme.

Syrie : l'ONU tire la sonnette d'alarme sur le calvaire subi par les habitants de Raqqa frappée par les bombardements



Des hommes, femmes et enfants ayant fui les zones contrôlées par Daech dans les régions rurales du gouvernorat de Raqqa arrivent à Ain Issa, principal point de départ pour les familles déplacées, à environ 50 km au nord de la ville de Raqqa (novembre 2016). Photo: UNICEF / UN039561 / Soulaiman

6 juin - Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies s'est déclaré profondément préoccupé par la sécurité et la protection de plus de 400.000 civils exposés aux combats quotidiens et aux frappes aériennes dans le gouvernorat de Raqqa, en Syrie.

« La situation humanitaire dans le gouvernorat de Raqqa reste grave, la majorité de la population étant confrontée à des problèmes critiques pour répondre à leurs besoins immédiats », a déclaré mardi la Directrice du Service d'information des Nations Unies à Genève, Alessandra Vellucci, au nom d'OCHA lors d'un point de presse.

Mme Vellucci a également réitéré l'appel de l'ONU à un accès inconditionnel, sans entrave et durable aux personnes touchées par les combats à Raqqa, et plus largement aux 4,5 millions de personnes qui se trouvent encore dans des zones difficiles à atteindre dans

l'ensemble du pays déchiré par la guerre.

La responsable onusienne a également souligné que plus de 160.000 personnes - environ 87.200 dans le gouvernorat d'Ar-Raqqa, près de 37.000 à Alep et plus de 33.400 dans Idlib - ont été déplacées depuis le 1er mai alors que la situation sur le terrain reste fluide.

« Le 3 juin, trois personnes déplacées à l'intérieur du pays, y compris une femme enceinte, auraient été tuées par une mine terrestre. Le 4 juin, les affrontements aériens sur le quartier d'al-Mashlab dans la ville de Raqqa auraient entraîné la destruction de deux écoles, alors que les bombardements au mortier dans le voisinage d'une autre école ont blessé plusieurs personnes », a déclaré Mme Vellucci.

Depuis mars, les agences des Nations Unies ont continué de fournir une assistance humanitaire multisectorielle par l'intermédiaire de leurs partenaires locaux. L'assistance acheminée inclut de la nourriture, des soins médicaux et des vaccinations dans l'ensemble de Raqqa, y compris pour les personnes déplacées dans les camps.

Liban et Jordanie : une sévère pénurie de fonds menace l'aide vitale aux familles de réfugiés syriens, selon le HCR



Une fillette syrienne dans un camp de fortune à Ghazzeh, dans la vallée de la Bekaa, au Liban. Photo HCR/Dalia Khamissy

6 juin - En l'absence de contributions supplémentaires urgentes, quelque 60.000 familles de réfugiés syriens seront exclues des programmes mensuels d'allocations en espèces au Liban et en Jordanie, dès le mois de juillet, a prévenu mardi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« Certains volets essentiels de l'aide du HCR aux réfugiés syriens sont sévèrement sous-financés », a déclaré un porte-parole de l'agence onusienne, Andrej Mahecic, lors d'un point de presse à Genève. « Des contributions supplémentaires sont nécessaires de toute urgence afin d'éviter des coupures sévères dans la prestation de services à la fois basiques et vitaux assurés aux réfugiés syriens durant le second semestre ».

Malgré des promesses de contributions généreuses, les ressources financières s'épuisent rapidement pour les programmes d'aide humanitaire aux réfugiés syriens et aux communautés qui les accueillent. Cette situation affecte tout particulièrement le Liban et la Jordanie, où un certain nombre d'activités d'allocations en espèces pourraient s'arrêter d'ici moins de quatre semaines.

« Au Liban, les réfugiés syriens - dont 70% vivent sous le seuil de pauvreté national – ont déclaré que, sans cette aide vitale, ils ne savent pas comment ils pourront survivre », a dit M. Mahecic.

Pour beaucoup de réfugiés, l'aide en espèces est le seul moyen d'acheter des médicaments pour des proches malades ainsi que de payer leurs factures et de rembourser leurs dettes qui s'accumulent rapidement. Les réfugiés ont indiqué au HCR qu'ils ont du mal à payer leur loyer chaque mois et qu'ils sont confrontés à la menace d'expulsion.

Les réfugiés syriens se trouvant en Jordanie sont confrontés à des défis tout aussi importants. Les réfugiés ont expliqué aux employés du HCR que l'aide mensuelle de l'agence signifie un repas par jour, un meilleur toit et assure leur dignité.

« Ils craignent désormais de tout perdre », a déclaré M. Mahecic. « Beaucoup disent qu'ils préfèrent retourner en Syrie pour mourir s'ils cessent de recevoir cette aide ».

Pour une famille sur trois qui sont bénéficiaires du programme d'aide en espèces en Jordanie, il s'agit de leur seule source de revenus, ce qui les rend particulièrement vulnérables à toute réduction.

Aider les réfugiés à faire face aux difficultés tout en rétablissant leur dignité

Le HCR a développé de nouvelles approches pour la prestation de programmes d'assistance en espèces en 2011 afin de venir en aide à un grand nombre de réfugiés syriens dans les pays voisins, à revenu intermédiaire.

Grâce à des infrastructures et des services bien établis, le HCR pouvait travailler avec les banques pour fournir de l'argent aux réfugiés, réduire les frais de fonctionnement et la fraude ainsi que donner aux réfugiés le choix d'acheter ce dont ils avaient besoin, en évitant la stigmatisation des files d'attente pour les distributions.

Ces programmes permettent aux familles vulnérables de faire face aux difficultés en tant que déracinés et de les aider à rétablir leur dignité. Ils sont essentiels pour aider les familles réfugiées à éviter la misère, l'exploitation ou les abus, ainsi que recourir au travail des enfants, aux mariages précoces, au sexe de survie ou à d'autres mécanismes d'adaptation négatifs.

Le HCR a besoin d'urgence de 116 millions de dollars au Liban et de 71 millions de dollars en Jordanie pour fournir une aide mensuelle en espèces aux familles de réfugiés syriens.

Centrafrique : une experte de l'ONU en mission pour évaluer la situation critique des droits de l'homme



L'experte indépendante pour la situation des droits de l'homme en République centrafricaine (RCA), Marie-Thérèse Keita Bocoum. Photo: ONU/Jean-Marc Ferré

6 juin - L'Experte indépendante des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en République Centrafricaine (RCA), Marie-Thérèse Keita Bocoum, se rendra en RCA du 7 au 16 juin pour évaluer la situation critique des droits de l'homme et de la réponse humanitaire, a annoncé mardi le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

La visite de Mme Keita Bocoum intervient dans un contexte de violence extrême ayant exposé les populations civiles, la MINUSCA et les travailleurs humanitaires à des abus et violations graves des droits de l'homme, mais aussi quelques jours après la publication d'un rapport sur les violations graves du droit international des droits de l'homme et abus du droit international humanitaire en RCA, et l'arrivée du Procureur de la Cour pénale spéciale, deux événements significatifs dans la lutte contre l'impunité dans le pays.

Au cours de sa mission de neuf jours à Bangui et à l'intérieur du pays, Mme Keita Bocoum s'entretiendra avec les autorités gouvernementales, législatives et judiciaires, ainsi qu'avec les représentants des Nations Unies, de la société civile, des associations de victimes, des organisations non gouvernementales et du corps diplomatique.

« Je saisirai cette occasion pour évaluer la situation des droits de l'homme, à la lumière des récents développements à Mobaye, Bangassou, Bria et Alindao, et réitérer mes recommandations aux acteurs nationaux et internationaux en matière de

protection des civils, d'assistance aux victimes, de réaffirmation de l'autorité de l'Etat et d'engagement pour la justice et le développement en RCA », a déclaré Mme Keita Bocoum.

Le mandat de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine a été créé par le Conseil des droits de l'homme le 27 septembre 2013.

Ancienne professeure à l'université d'Abidjan en Côte d'Ivoire, Mme Keita Bocoum a occupé différents postes tant dans son pays qu'au sein de l'ONU. Elle a été Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Burundi, Représentante du Haut-Commissaire aux droits de l'homme auprès du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et Directrice de la division droits de l'homme et Représentante du Haut-Commissaire aux droits de l'homme au Darfour.

L'acteur Adrian Grenier nommé Ambassadeur de l'ONU pour l'environnement



L'Ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Adrian Grenier, à la Conférence sur les océans, au siège de l'ONU. Photo: ONU / Mark Garten

6 juin - L'acteur américain Adrian Grenier, plus connu pour son rôle de star de cinéma Vincent Chase dans la série télévisée « Entourage », a été nommé mardi Ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Dans son nouveau rôle, Adrian Grenier plaidera pour une réduction drastique de l'utilisation des plastiques à usage unique afin de protéger les espèces marines. Il encouragera également ses fans à faire des choix de consommation plus avisés afin de réduire leur empreinte environnementale

« Ensemble, nous devons inaugurer une nouvelle ère de compassion et de prudence grâce à des programmes environnementaux axés sur l'avenir et destinés à susciter des changements mesurables », a déclaré l'acteur, cité dans un communiqué de presse du PNUE.

Le Directeur du PNUE, Erik Solheim, s'est déclaré ravi d'accueillir Adrian Grenier. « Son charisme, son énergie et sa véritable passion pour l'environnement nous encouragent à changer nos habitudes de gaspillage », a-t-il dit.

La préservation de la nature est depuis longtemps au cœur des activités de l'acteur. Plus tôt cette année, à Bali, il a aidé le PNUE à lancer sa campagne #CleanSeas pour mettre fin à la pollution plastique marine. Il a également soutenu la campagne de l'ONU #WildforLife, en faveur de la préservation du poisson-scie.

Adrian Grenier soutient activement des organisations axées sur l'éducation, notamment la Fondation Lonely Whale, qu'il a co-fondée avec la productrice Lucy Sumner en décembre 2015. Cette fondation s'efforce de susciter de l'empathie envers les espèces marines.

Cette année, la Fondation a lancé la campagne #StopSucking pour décourager l'utilisation de pailles en plastique à usage unique qui sont particulièrement dangereuses pour la faune marine.

Caraïbes : la Conférence sur les océans est un 'rêve devenu réalité' pour Trinité-et-Tobago



Photo: PNUD/Freya Morales

6 juin - L'océan a un rôle central dans la vie des habitants de Trinité-et-Tobago, dans les Caraïbes, et la Conférence sur les océans, qui se déroule au siège de l'ONU à New York du 5 au 9 juin, est une occasion pour ce petit État insulaire en développement de faire entendre sa voix.

La protection des océans est l'un des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le plan d'action pour un monde plus juste et équitable adopté par les 193

États membres de l'Organisation des Nations Unies en septembre 2015.

« La Conférence sur les océans est un rêve devenu réalité pour nous dans les Caraïbes », déclare Juan Miguel Diez, directeur du Centre d'information de l'ONU (UNIC) pour les Caraïbes, qui est basé à Trinité-et-Tobago. « Elle nous offre une excellente occasion de continuer à faire notre travail pour sensibiliser à cet objectif particulier, mais aussi pour réunir les parties prenantes ».

L'existence des 1,4 million de personnes qui constituent la population de Trinité-et-Tobago est liée à la mer, comme l'explique Neila Bobb Prescott, du bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Port-of-Spain, la capitale.

« Trinité-et-Tobago bénéficie d'un phénomène particulier. Dans notre zone géographique, l'océan est 15 fois plus grand que la terre. Nous avons tellement de moyens de subsistance affectés par la santé du système marin que nous devons y faire attention », déclare-t-elle à ONU Info.

Les exportations de pétrole et de gaz naturel alimentent l'économie et représentent 60% du produit intérieur brut, selon l'Université de Trinité-et-Tobago (UTT).

Ce secteur est étroitement associé au transport maritime, note le directeur des services maritimes du pays, Ronald Alfred. « Trinité-et-Tobago est membre de l'Organisation maritime internationale et nous respectons toutes les conventions qu'elle a proposées », explique-t-il, citant notamment la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL). « C'est dans notre législation nationale, et nous avons du personnel qui monte à bord des navires accostant chez nous et vérifie que les navires respectent ces législations, ce qui nous permet de contribuer à la préservation des océans ».

Dr. Reia Guppy, qui enseigne les sciences de la mer à l'Université, souligne que toutes les activités majeures dans le pays - que ce soit dans le secteur de l'énergie, ou ceux de la pêche et de l'agriculture - sont liées aux milieux marins et côtiers.

« Le transport maritime est l'industrie en plus forte croissance dans le monde et, avec le récent élargissement du canal de Panama, il y a encore plus d'efforts pour que Trinité-et-Tobago ait un rôle central », explique-t-elle. Mais cela signifie aussi un risque accru d'espèces envahissantes dans les eaux de Trinité-et-Tobago. « Il y a donc toute une série de recherches par notre ministère et d'autres unités environnementales au sein de l'Université de Trinité-et-Tobago pour étudier le milieu marin afin d'assurer un développement durable pour le pays ».

Welldon Mapp travaille pour l'Institut de recherche sur l'environnement Charlotteville (ERIC), une ONG soutenue par l'ONU qui favorise la sensibilisation des habitants d'un village de pêcheurs dans le nord-est de Tobago aux ressources naturelles.

Il est partagé entre le fait d'être à la fois un pêcheur et un défenseur de la gestion durable des ressources marines. « Vous avez grandi dans une famille de pêcheurs et vous vous rendez compte maintenant que vous devez protéger ce que vous utilisiez comme moyen de subsistance, qu'il s'agisse de nourriture ou de revenus. Vous vous rendez compte que vous causez des dégâts et que vous continuez d'en dépendre », a-t-il déclaré.

« Je pense que c'est le moment pour moi de prendre position : comprendre vraiment ce que je prends de l'environnement naturel, comprendre comment il peut être protégé et voir ce que je peux faire au sein de ma communauté pour ne pas faire du mal mais du bien sur le long terme », a-t-il ajouté.

L'homme d'affaires Gary Aboud regarde lui aussi sur long terme. Secrétaire de l'organisation « Pêcheurs et amis de la mer », il ne mâche pas ses mots, qu'il s'agisse de dénoncer l'industrie, les politiciens locaux ou l'ONU.

Mais quand on lui demande de réfléchir sur l'importance de l'océan, il devient philosophe. « La mer fait partie de la planète, et je ne pense pas que la mer soit plus importante que la terre ou l'air. Tous les écosystèmes - marin et terrestre - font partie d'un mélange homogène », dit-il.



